

Concours : ENM 1^{er} concours

Epreuve : Compréhension du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



La démocratie

Selon l'expression employée par Pierre Rosanvallon, la démocratie serait un "bien unfinished", et serait dès lors en perpétuelle construction. Il ajoute aussi que n'étant pas finie, la démocratie connaît des mutations, et nécessite l'attention de chacun pour perdurer.

Étymologiquement, la démocratie est le pouvoir (kratos) du peuple (demos), ce qui fera dire au Président américain Abraham Lincoln, lors de son discours à Gettysburg, qu'elle est "le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple". Dans La Politique, Aristote explique qu'elle est "le pouvoir du plus grand nombre", et qu'elle assure une égalité entre les citoyens puisque chacun est tour à tour gouvernant et gouverné. En effet, la démocratie athénienne, fondée par Clisthène en 509 avant J.-C., repose sur un système de tirage au sort pour décider aléatoirement de ceux qui prennent part à la prise de décision. Apparaît ensuite le modèle de la démocratie représentative, régime politique au sein duquel les citoyens exercent le pouvoir à travers leurs représentants élus. Rousseau expose ainsi dans Du Contrat social que la souveraineté appartient au peuple, qui est l'expression de la volonté générale, volonté à laquelle les représentants sont tenus par le système de mandat impératif. La démocratie est ainsi un régime politique où le peuple participe à la res publica (la chose publique), en élisant des représentants à qui il transfère son pouvoir. L'article 3 de la Constitution du 4 octobre 1958 reprend cette idée d'une souveraineté populaire exprimée par le

bicamisme de représentants élus. Cependant, ils ne sont plus liés par un mandat impératif, comme chez Rousseau, mais par un mandat représentatif, qui les laisse libres de mener la politique qu'ils souhaitent, une fois élus.

Or, ce régime politique, qui semble, comme le souligne Spinoza, être le mieux à même de représenter la volonté générale, apparaît aujourd'hui confronté à une crise. De fait, les critiques envers la démocratie se multiplient, dans la société contemporaine. L'ampleur du mouvement de protestation des "gilets jaunes" illustre à cet égard une hausse des regards critiques posés sur le fonctionnement actuel de la démocratie, qui ne remplirait pas ses promesses d'égalité entre les citoyens.

Dès lors, il apparaît pertinent de se demander quelles sont les origines de cette crise de la démocratie, et comment redonner vigueur au processus démocratique. La démocratie est-elle menacée par l'insatisfaction des citoyens ?

La démocratie représentative traverse aujourd'hui une crise, qui met en exergue ses fragilités (I). Cette crise de la démocratie est à l'origine d'une hausse de l'insatisfaction, menace qui s'il convient de contourner (II).

I. Notre modèle démocratique, qui repose sur la participation des citoyens à la chose publique par le biais de représentants élus, semble aujourd'hui en crise

Le modèle de démocratie représentative trouve son origine dans une inaptitude du peuple à gouverner, et dans un besoin de verticalité (A). Mais aujourd'hui, cette verticalité du pouvoir est remise en cause, à l'heure où la représentation politique ne semble plus tenir ses promesses (B).

A) Les fondements de la démocratie représentative

L'avènement du modèle représentatif est dû, d'une part, à l'incapacité du peuple à gouverner, et d'autre part à un besoin de verticalité.

L'idéal du peuple qui, en tant qu'ensemble uni, organiserait la chose publique, est inatteignable. Dès les origines de la démocratie, le pouvoir du peuple par le peuple est ainsi critiqué. Socrate l'associe ainsi au "régne des ignorants". Platon explique quant à lui dans Le Politique, que le peuple n'est pas à même de prendre des décisions justes et réfléchies pour mener la vie de la cité. Pour le philosophe, la démocratie est ainsi le règne des passions sur la raison. Pour lui, la cité parfaite, qu'il décrit en reprenant le mythe de l'"âge d'or" d'Hésiode, est celle qui est dirigée par les philosophes, qui s'appuient sur leurs connaissances et leurs compétences pour gouverner les citoyens. Dans Les guêpes, Aristophane critique lui aussi la démocratie athénienne, et démontre que le peuple n'a pas toujours raison, qu'il ne prend pas toujours les bonnes décisions. Il raconte ainsi comment Cléon, constatant que les citoyens ne se déplacent pas dans l'Héliée pour juger les affaires, décide d'instaurer une rémunération de 3 oboles pour chaque affaire traitée. Les citoyens affluent, et finissent même par se dénoncer entre eux, afin d'augmenter le nombre d'affaires à juger, et ainsi d'être davantage rémunérés. Les citoyens se transforment alors en guêpes, et se piquent entre eux. La capacité du peuple à gouverner est donc mise en cause, et ce de manière continue. Ainsi, au XIX^{ème} siècle, Gustave Le Bon livre-t-il une critique acerbe du peuple et des fautes, qui sont féminines, passionnées et dispersées. Selon lui, le peuple n'est donc en aucun cas qualifié pour détenir le pouvoir et gouverner, car il n'est pas sage, ni réfléchi.

En outre, le besoin d'un chef, et d'une certaine verticalité, se fait ressentir en démocratie. Ce régime politique est trop exigeant pour les citoyens, qui ont dès lors besoin de se reposer sur des représentants, chargés de prendre les décisions relatives à la chose publique, qui nécessitent une connaissance et une technicité dont le peuple ne dispose pas forcément. Ainsi, progressivement, l'idée d'une démocratie représentative où le peuple élit ses représentants s'est installée. Cependant, les hommes publics se sont tout d'abord méfiés du peuple en tant qu'électeur : ils craignaient que son manque d'éducation politique le rende susceptible d'une instrumentation démagogique. "Autant demander à un aveugle de choisir des couleurs !", déclara ainsi Hamilton, lors de la Convention de Philadelphie, en 1787, lorsqu'il était question d'instaurer le suffrage universel. Ces craintes se sont révélées

fondées : en 1848, quand les Républicains, suite à la Révolution de Février, donnent le droit de vote aux hommes majeurs, ceux-ci élisent Louis Napoléon Bonaparte, neveu de Napoléon I^{er}, uniquement grâce à son discours démagogique. Or, il ne tardera pas à suivre les pas de son oncle et à renverser le régime, instituant le IInd Empire. Apparaît dès lors la nécessité d'éduquer et de former les citoyens, afin qu'ils puissent se forger une opinion, le citoyen ignorant étant "nécessairement le dupe des fourbes", selon Condorcet. L'éducation du peuple est donc un préalable nécessaire à la démocratie représentative, régime plébiscité par les citoyens en demande de verticalité. Cependant, cette même verticalité, pourtant souhaitée, est aujourd'hui remise en cause à travers la crise de la démocratie représentative.

B) Aujourd'hui, la démocratie représentative traverse une crise qui lui révèle sa fragilité

L'Etat-providence, socle de la démocratie, est aujourd'hui en crise, et accentue la crise de la représentativité.

L'Etat-providence, concept issu du chancelier Bismarck, qui voulait contrer le développement des syndicats, apparaît aujourd'hui en crise. Dans sa mission de redistribution des richesses, tout d'abord. En effet, face aux inégalités économiques et sociales, la réponse de l'Etat semble souvent tardive et inadaptée. En 2016, la France comptait 8,8 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, soit 1026 € par mois (60 % du revenu de vie médian), et le taux de pauvreté était de 14 %. Entre 2005 et 2015, le nombre de personnes en situation de pauvreté a augmenté de plus d'un million.

A l'échelle mondiale, le constat est le même : le dernier rapport de l'ONG Oxfam, publié en janvier 2019, montre que les 26 plus grandes fortunes mondiales détiennent autant que les 3,8 milliards les plus pauvres, soit 50 %. Comme le montre Thomas Piketty dans le capital au XXI^{ème} siècle, les inégalités s'accroissent chaque année, et elles sont d'autant plus marquées lorsqu'on prend en compte le patrimoine. Or, face à cette situation, l'Etat semble aujourd'hui impuissant : la redistribution des

Concours : ENM 1^{er} concours

Epreuve : Compréhension du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



richesses ne parviennent pas à combler les écarts grandissants de niveaux de vie entre les citoyens. En outre, la mission de protection de l'Etat providence semble elle aussi en crise. Les récents affrontements entre les "gilets jaunes" et les forces de l'ordre, qui ont fait de nombreux blessés, notamment suite à l'utilisation des lanceurs de balles de défense (LBD), le montrent. La confiance dans les forces de l'ordre s'est détériorée, et nombre de citoyens ne se sentent plus tant protégés que menacés par elles. Cette crise de l'Etat providence dans son ensemble détériore le modèle démocratique, puisqu'il en constitue le socle.

La crise de la représentativité démocratique s'en trouve ainsi accentuée. En effet, les citoyens estiment que leurs représentants ne trouvent pas de réponses adaptées à leurs problèmes. Cette perte de confiance se traduit par une remise en cause de la verticalité politique, de la figure du chef. Le Président Macron est ainsi qualifié de "Jupiter" depuis son début de mandat, fortement imprégné de verticalité. Et cette perte de confiance se double aujourd'hui également d'une méfiance généralisée des citoyens envers le monde politique. Ainsi, dans Le contrat de défiance, Michela Marzano explique que nous sommes dans une société de la méfiance, instituée notamment par la multiplication des affaires de corruption et des scandales politiques, de l'affaire du Canal de Panama à l'affaire Fillon. Pour l'auteur, nous sommes dans une ère du soupçon généralisé, une ère de doute permanent vis-à-vis des institutions qui gèrent la chose publique. Cela se traduit, entre autres, par la forte demande de transparence, dans notre société. Les citoyens veulent que les politiques soient responsables et rendent des comptes. A cet égard, un sondage réalisé par Cevipof en 2015 montrait que

N°

5./9

62-/- des sondés estimaient que les dirigeants étaient corrompus. Cette crise de confiance est à l'origine de la crise de la représentation politique, dont les conséquences sont néfastes pour la démocratie.

Ainsi, si le modèle de démocratie représentative s'est imposé comme étant celui qui permet de respecter au mieux la volonté générale et la souveraineté populaire, son modèle, la représentativité, ne tient plus ses promesses. La démocratie manque des lors de légitimité, ce qui entraîne une hausse de l'insatisfaction, qui la remet directement en cause.

II- Cette crise entraîne une hausse de l'insatisfaction, qui menace la démocratie, et qu'il convient d'endiguer

Les conséquences de la hausse de l'insatisfaction dans la société contemporaine menacent notre modèle démocratique (A). Il semble dès lors nécessaire de mettre en place des solutions afin de redonner sa vigueur au projet démocratique (B).

A) L'insatisfaction croissante dans la société contemporaine a des conséquences directes sur la démocratie

L'insatisfaction des citoyens se traduit, d'une part, par une hausse du populisme, et d'autre part par un retrait de la vie politique.

Le populisme entend revenir à l'origine de la démocratie, à travers une participation directe des citoyens à la res publica. Ainsi, des mouvements populistes appellent-ils à l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC), qui permettrait au peuple d'exprimer ses choix de manière directe. Le populisme se nourrit souvent d'un contexte de crise (à l'image du boulangisme, à la fin du XIX^{ème} siècle, qui se développa suite à la défaite de Sedan, et dans le contexte de la Commune de 1871). Le climat économique et social actuel est donc propice au développement du discours populiste. Ce discours critique radicalement la verticalité du pouvoir et les élites, l'autorité. En 2010, Jean-Luc Mélenchon

publie ainsi un pamphlet intitulé Qu'ils s'en aillent tous!, fustigeant la classe dirigeante, face du peuple, aux "gens". Mais le populisme exacerbe les passions, et ne propose pas de solutions pensées sur le long terme. Face à la crise des migrants, survenue en 2015 en Europe, les partis populistes ont en effet appelé à expulser tous les étrangers, sans pour autant indiquer ce ni comment. En ce sens, le populisme est une menace pour la démocratie, et une menace grandissante.

En effet, en Europe, les différentes forces populistes, surtout situées à l'extrême droite de l'échiquier politique, gagnent du terrain.

En septembre 2012, lors des élections législatives en Allemagne, le parti AfD (Alternative pour l'Allemagne), a ainsi obtenu 92 sièges au Bundestag. Plus récemment, lors des élections européennes de mai 2019, le Rassemblement National est arrivé en tête en France, avec plus de 23% des suffrages. En Italie, la ligue de Matteo Salvini a obtenu plus de 31% des voix. Les mouvances populistes sont donc vigoureuses, et menacent la démocratie représentative.

D'autre part, l'insatisfaction des citoyens entraîne un retrait de la vie politique, leur désintérêt. Dans Le crépuscule du devoir, Gilles Lipsetsky montrait ainsi que le désengagement citoyen, le désintérêt pour la chose publique, se traduisent par une hausse de l'abstention et un repli dans la sphère privée. Or, force est de constater que la participation aux différentes élections est un problème récurrent. Néanmoins, les dernières élections européennes se sont traduites par une hausse de la participation, qui a dépassé les 50%, contre 42% en 2014. Toutefois, le désintérêt de citoyens pour la chose publique est réel, et problématique, puisque la participation est au fondement de la démocratie.

B) Il est dès lors urgent et nécessaire de rendre sa vigueur au processus démocratique

Il appartient à l'État d'agir pour réduire les inégalités et redonner confiance en la représentation politique.

Comme le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz le montre dans Le prix de l'inégalité, les inégalités économiques

et sociales accentuent le repli du citoyen sur lui-même et le désengagement politique. Dès lors, réduire les inégalités et injustices semble primordial pour relancer le processus démocratique. C'est dans cet optique que le gouvernement d'Edouard Philippe a lancé un Plan pauvreté de 8 milliards d'euros, s'attaquant aux causes de la pauvreté, afin notamment de faciliter le retour à l'emploi. De plus, fin décembre 2018, Emmanuel Macron a décrété un "état d'urgence économique et social", face à la crise des "gilets jaunes". Plusieurs mesures visant à réduire les inégalités ont ainsi été annoncées, telle que l'annulation de la hausse de la CSG (contribution sociale généralisée) pour les petits retraités, ou encore l'instauration d'une retraite minimum à 1000 € par mois. L'urgence est donc portée sur une amélioration de la redistribution des richesses par l'Etat.

Par ailleurs, l'Etat doit s'atteler à relancer le civisme et à redonner confiance en la représentation politique. Dans son ouvrage La Contre-Démocratie, Rosanvallon explique ainsi qu'il faut redonner la parole au peuple, à travers la démocratie participative, conception plus exigeante que la démocratie représentative. Le peuple développe ainsi une "démocratie de surveillance", demandant des redditions de compte à ses représentants. A cet égard, la loi du 11 décembre 2013 relative à la transparence de la vie publique et celle de septembre 2018 relative à la confiance dans la vie politique, vont dans le bon sens. En outre, le service civique instauré par une loi de 2010 est également une solution pour relancer le lien civique et le vivre-ensemble, tout comme les conseils de quartiers créés en 2002. La révision constitutionnelle du 23 juillet 2008 participe également de cette ambition, en instituant un droit de pétition locale, un référendum d'initiative locale et le référendum d'initiative partagée. Enfin, le rôle de l'école est primordial dans cette fabrique du citoyen et cette reconstruction du lien civique et social. En effet, l'école doit apprendre le goût du vivre ensemble et souligner l'importance de la participation à la chose publique, et donc à la décision politique. Telle est la mission de ceux que Charles Péguy appelait les "fussards noirs de la République" (l'argent).

Concours section : 1er concours d'accès
Epreuve matière : Connaissance du monde contemporain
N° Anonymat : ZJGLJ465 ZR Nombre de pages : 12

Concours : ENM 1^{er} concours

Epreuve : Compréhension du monde contemporain

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



En conclusion, si la démocratie connaît aujourd'hui une crise révélant une remise en cause de son fonctionnement et de ses limites, les solutions existent afin d'inverser la tendance. De fait, l'attachement des citoyens à la démocratie reste fort et ancré dans la société. Il n'en reste pas moins absolument nécessaire de revitaliser le projet démocratique en redonnant la parole au peuple et en opérant un retour à l'origine de la démocratie, le pouvoir du peuple, comme le préconise Pierre Rosanvallon.

N°

9/9

N°

.../...

N°

.../...